

Le directeur général

Maisons-Alfort, le 15 juin 2011

## **AVIS** **de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation,** **de l'environnement et du travail**

**concernant un projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant.**

---

*L'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante et pluraliste.*

*L'Anses contribue principalement à assurer la sécurité sanitaire dans les domaines de l'environnement, du travail et de l'alimentation et à évaluer les risques sanitaires qu'ils peuvent comporter.*

*Elle contribue également à assurer d'une part la protection de la santé et du bien-être des animaux et de la santé des végétaux et d'autre part l'évaluation des propriétés nutritionnelles des aliments.*

*Elle fournit aux autorités compétentes toutes les informations sur ces risques ainsi que l'expertise et l'appui scientifique technique nécessaires à l'élaboration des dispositions législatives et réglementaires et à la mise en œuvre des mesures de gestion du risque (article L.1313-1 du code de la santé publique).*

*Ses avis sont rendus publics.*

---

### **1. RAPPEL DE LA SAISINE**

L'Agence nationale de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail a été saisie le 2 mars 2011 par la Direction Générale de l'Alimentation d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant.

Les modifications prévues concernent, outre des modifications mineures de forme, une actualisation de l'appendice A de l'annexe V de l'arrêté du 21 décembre 2009.

### **2. ORGANISATION DE L'EXPERTISE**

L'expertise a été réalisée dans le respect de la norme NF X 50-110 « Qualité en expertise – Prescriptions générales de compétence pour une expertise (mai 2003) ».

Ce dossier a été traité en interne par l'unité d'évaluation des risques biologiques dans les aliments, conformément au contrat d'expertise.

### **3. ARGUMENTAIRE**

Les articles 1, 2, 3, 4, 5, 7 et 9 concernent des modifications de forme de l'arrêté du 21 décembre 2009 et n'appellent pas de commentaires de la part de l'Agence.

S'agissant de l'article 6 du présent arrêté, il prévoit la modification du modèle de demande d'autorisation par un atelier de boucherie afin de détenir et désosser des carcasses et parties de carcasses issues d'animaux de l'espèce bovine et contenant de l'os vertébrale considéré comme matériel à risque spécifié. L'obligation du responsable juridique de l'atelier de boucherie de faire vérifier le respect de l'ensemble des dispositions prévues par l'annexe V de l'arrêté du 21 décembre 2009 par un organisme tiers est supprimée. L'Anses souligne qu'il appartient aux gestionnaires du risque de veiller à l'application de la réglementation en vigueur.

Par ailleurs, l'article 8 prévoit que les avis aux distributeurs de viande bovine publiés au J.O. de la République française en date du 30 octobre 2001 et du 5 août 2004 soient abrogés, sachant que ces avis comprenaient un cahier des charges du boucher sur le retrait, le tri et l'évacuation des os de la colonne vertébrale des bovins de plus de 12 mois. Ce type de dispositions était déjà repris dans l'annexe V de l'arrêté du 21 décembre 2009, cette abrogation n'appelle pas de commentaires de la part de l'Agence.

#### 4. CONCLUSION DE L'AGENCE

L'Agence nationale de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) prend acte de ce projet d'arrêté qui ne suscite pas d'observations complémentaires de sa part.

**Le directeur général**

**Marc MORTUREUX**

#### MOTS-CLES

**Mots clés :** projet d'arrêté, atelier de découpe, MRS.

## ANNEXE

Projet d'arrêté soumis à l'Anses

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

2011-SA-0061

Ministère de l'agriculture, de  
l'alimentation, de la pêche, de la  
ruralité et de l'aménagement du  
territoire

NOR :

**Arrêté du ..... modifiant l'arrêté du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant**

Le ministre d'Etat, ministre de la défense et des anciens combattants, la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, le ministre du travail, de l'emploi et de la santé et le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire,

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment son article R.231-13 ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant

## ARRÊTENT

**Art. 1<sup>er</sup>.** – L'arrêté du 21 décembre 2009 susvisé est modifié conformément aux dispositions des articles 2 à 8 du présent arrêté.

**Art. 2.** – À l'article 3, les mots « réfrigérées », « ou », et « congelées », sont supprimés.

**Art. 3.** – À l'article 3, le mot « conservées » est remplacé par le mot « conservés ».

**Art. 4.** – Au II de l'annexe III les mots « point 18 de la section I de l'annexe IV » sont remplacés par les mots : « point 17 de la section I de l'annexe V ».

**Art. 5.** – Au 1 de l'annexe IV, le mot « conservées » est remplacé par le mot « conservés ».

**Art. 6.** – L'appendice A de l'annexe V est ainsi rédigée :

## APPENDICE A DE L'ANNEXE V

MODÈLE DE DEMANDE D'AUTORISATION PAR UN ATELIER DE BOUCHERIE, AFIN DE DÉTENIR ET DÉOSSER DES CARCASSES ET PARTIES DE CARCASSES ISSUES D'ANIMAUX DE L'ESPÈCE BOVINE ET CONTENANT DE L'OS VERTÉBRAL CONSIDÉRÉ COMME MATÉRIEL À RISQUE SPÉCIFIÉ



2011-SA-0061

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE,  
DE LA RURALITÉ ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

PREFECTURE DE :

**DEMANDE D'AUTORISATION PAR UN ATELIER DE BOUCHERIE, AFIN DE DÉTENIR ET DÉOSSER DES  
CARCASSES ET PARTIES DE CARCASSES ISSUES D'ANIMAUX DE L'ESPÈCE BOVINE ET CONTENANT DE  
L'OS VERTÉBRAL CONSIDÉRÉ COMME MATÉRIEL À RISQUE SPÉCIFIÉ**

Appendice A de l'Annexe V de l'Arrêté du 21 décembre 2009

A renvoyer à l'adresse suivante [ou à remettre en mains propres à l'exploitant] : .....

**I. – IDENTIFICATION DU DEMANDEUR**

<b>1) Etablissement :</b> NOM (raison sociale) : ..... ENSEIGNE (nom commercial) [si différente de la raison sociale] : ..... Statut juridique : ..... Téléphone : ..... Télécopie : ..... Adresse électronique : ..... SIRET : .....	Adresse physique de l'établissement : ..... Code postal : ..... Commune : ..... Adresse postale de l'établissement [si différente de l'adresse physique] : ..... Code postal : ..... Commune : .....
<b>2) Exploitant :</b> Nom : ..... Prénom : ..... Fonction dans l'établissement : .....	Téléphone : ..... Télécopie : ..... Adresse électronique : .....

**II. – DEMANDE D'AUTORISATION**

Je soussignée(e), Madame, Monsieur, ..... responsable juridique de l'atelier de boucherie ou responsable des opérations de découpe de viandes bovines au sein de l'atelier de boucherie désigné ci-dessus :

1. Demande l'autorisation de détenir et de désosser des carcasses ou parties de carcasses issues d'animaux de l'espèce bovine et contenant de l'os vertébral considéré comme matériel à risque spécifié ;
2. Atteste avoir pris connaissance de la présente annexe et appliquer le guide de bonnes pratiques d'hygiène « boucher » ;
3. M'engage à respecter et faire respecter l'ensemble des dispositions de l'Annexe V de l'Arrêté du 21 décembre 2009.

<b>SIGNATURE DU DECLARANT</b>		<b>RECEPISSE DE DEMANDE D'AUTORISATION</b> <i>[valant attestation de demande d'autorisation]</i>		cadre réservé à l'administration
Le ..... à .....		Déclaration reçue le .....		
Nom - Prénom : .....	Cachet de l'établissement	Signature	Cachet	

*Ce document doit être conservé et présenté à toutes réquisitions des agents des services de contrôle officiels.*

**Art. 7.** – Au point 2 de l'annexe VI, le mot « réfrigérées » est remplacé par le mot « réfrigérés ».

**Art. 8.** – Sont abrogés :

- l'avis aux distributeurs de viande bovine publié au Journal officiel de la République française du 30 octobre 2001 ;
- l'avis aux distributeurs de viande bovine publié au Journal officiel de la République française du 5 août 2004.

**Art. 9.** – La directrice générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, le directeur central du service de santé des armées, le directeur général de la santé, la directrice générale de l'alimentation et les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le

Le ministre d'Etat, ministre de la défense et des anciens combattants

La ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi

Le ministre du travail, de l'emploi et de la santé

Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire